

Enfant de la crise

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): - **(2004)**

Heft 4

PDF erstellt am: **20.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-644103>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

des modèles de coûts et des modèles d'émissions.

En d'autres termes, le développement durable nécessite une approche globale du problème de l'énergie...

Il faut sortir des visions primitives. Il ne suffit pas de considérer les technologies une à une pour elles-mêmes. Il faut des stratégies plus sophistiquées. Le potentiel pour une utilisation rationnelle de l'énergie réside en premier lieu dans des combinaisons de services et de technologies. Des progrès importants sont réalisables, par exemple, par la cogénération – l'intégration dans un même système de la production de chaleur et d'électricité – voire aussi de froid –, on parle alors de trigénération. Ou en recourant à des véhicules hybrides, équipés donc de deux types de motorisation. Ou en fai-

sant appel à des cycles combinés: l'association d'une pile à combustible et d'une turbine à gaz, pour produire de l'électricité qui est ensuite utilisée pour actionner des pompes à chaleur, permet, par exemple, d'obtenir sous forme de chaleur plus de deux fois l'énergie primaire investie.

Il s'agira donc de promouvoir de profonds changements dans la manière de concevoir les systèmes énergétiques. Comment obtenir cela?

Dans le *Plan directeur de la recherche énergétique de la Confédération 2004-2007*, la CORE propose en effet d'encourager les pompes à chaleur, la cogénération (piles à combustible notamment), les systèmes intégrés et les voitures légères, mais aussi les mesures dans le bâtiment, dans le sens de la norme MINERGIE,

qui offre également un très grand potentiel.

Quel est le «carnet de route» pour mettre en œuvre le développement durable en énergie?

La CORE a demandé aux responsables des programmes de l'OFEN de formuler, chacun dans son domaine respectif, la vision d'une «Société à 2000 watts» dans le temps – d'établir donc des feuilles de route. Cela permettra de dresser des scénarios à l'horizon 2035 et 2050, en considérant aussi l'angle économique.

Comment favoriser l'évolution vers cette «Société à 2000 watts»?

Je suis d'avis qu'il faudrait créer un cadre propice à la libre concurrence des technologies, en internalisant les coûts écologiques et la précarité des ressources. Une taxation écologique permettrait d'avoir des indicateurs plus cohérents. Les véhicules, par exemple, pourraient être taxés en fonction de leurs émissions de CO₂, de particules et d'oxydes d'azote – des paramètres caractérisables techniquement dans le cadre des procédures d'homologation. Dans ce contexte, les technologies se développeraient d'elles-mêmes dans le sens du développement durable.

La CORE

La Commission fédérale pour la recherche énergétique (CORE) est un organe consultatif du Conseil fédéral et du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Elle élabore le *Plan directeur de la recherche énergétique de la Confédération*, contrôle et suit les programmes de recherche énergétique en Suisse, donne son avis sur les autres travaux de recherche énergétique relevant de la Confédération et informe sur les développements et les enseignements recueillis par la recherche énergétique. Présidée par Tony Kaiser, directeur de l'Alstom Power Centre, la CORE comprend 15 membres qui représentent l'industrie, l'économie énergétique, le Domaine des EPF, le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), l'Agence pour la promotion de l'innovation (CTI), les Universités, les Hautes Ecoles spécialisées, les cantons et d'autres organismes promotionnels. → www.suisse-energie.ch sous Recherche & formation

DEVELOPPEMENT DURABLE

Enfant de la crise

Une notion qui a une longue histoire

Si vous cherchez la définition de *développement durable* dans Google, vous aurez droit à quelque 144 000 mentions. Il existe plusieurs dizaines de traductions de *sustainable development*. Le terme de «durable» est d'ailleurs devenu aussi galvaudé que «éco». Comme le remarque l'écologue Herman A. Daly: «Tout le monde adore la notion de *développement durable*. Mais personne ne sait ce que ça peut bien vouloir dire.»

Précurseur. A l'origine, la notion de *durabilité* était la chasse gardée des eaux et forêts. L'«inventeur» de ce concept est, pense-t-on, un officier supérieur du nom de Hans Carl von Carlowitz (1645-1714), alors l'un des personnages les plus influents de la Saxe baroque d'Auguste le Fort. En excellent connaisseur de la politique forestière européenne, il dénonce dans sa *Sylvicultura Oeconomica* (1713) les abattages monstrueux effectués pour permettre la construction de navires de guerre. Il recommande ainsi que le bois (alors la source d'énergie la plus importante!) soit exploité avec circonspection, de sorte à assurer son renouvellement permanent.

Deux cents ans plus tard, alors que le Club de Rome entrevoyait «les limites de la croissance» (1972) et que le premier choc pétrolier (1973) bouleversait l'économie mondiale, l'ONU fut le lieu de discussions où l'on s'appliqua à repenser l'ancien concept. Les têtes pensantes rédigèrent une thèse intitulée «World Conservation Strategy» pour démontrer que l'exploitation intensive des ressources n'était payante qu'à long terme.

Définitions. La définition classique a été formulée en 1987 par le rapport Brundtland de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement des Nations Unies: «Un développement est durable s'il répond aux besoins des générations actuelles sans nuire à la satisfaction des besoins des générations à venir.» Le Sommet mondial pour l'environnement et le développement de Rio en 1992 a aussi contribué à diffuser largement cette notion. Depuis, les définitions n'ont cessé de se multiplier. La plupart se fondent sur le «triangle de la durabilité» que composent l'environnement, la société et l'économie, considérés comme éléments indissociables, d'importance équivalente pour le développement.

La Constitution fédérale n'utilise ces termes que dans le titre de l'article 73 – et cela non pas en rapport avec l'énergie, mais dans le paragraphe «Environnement et aménagement du

territoire»: «La Confédération et les cantons oeuvrent à l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain.»

En dépit de ses définitions multiples et *caméléonesques*, la notion de *durabilité* est devenue un postulat pratiquement incontournable pour les questions énergétiques. «Pour nous, le développement durable est un concept clé», affirmait en 2002 Walter Steinmann, directeur de l'OFEN. En fait, dans le domaine énergétique, *durable* est quasiment synonyme de *renouvelable*. Le gaspillage des agents énergétiques fossiles en l'espace de quelques générations constitue précisément l'exemple classique d'une consommation des ressources qui pénalisera les nouvelles générations.

Indicateurs. Plutôt que de recourir à des définitions contraignantes, les politiciens de l'énergie préfèrent se servir actuellement de séries d'indices permettant de mesurer la durabilité. C'est ainsi que l'OFEN a commandité en 2001 un rapport *ecoplan* mettant en évidence quelque 60 indices dans les domaines environnemental, économique et social.

→ www.are.admin.ch